

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

"Pour le socialisme, la République et la démocratie"

Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Parti ouvrier indépendant 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Tél : 01 48 01 88 20 . E-mail : poi@fe.oleane.com .

Internet : <http://parti-ouvrier-independant.fr>

Paris, 31 mai, 1^{er} et 2 juin 2013

ADRESSE DU IV^e CONGRÈS, CONGRÈS OUVERT, AUX TRAVAILLEURS ET À LA JEUNESSE

Le IV^e Congrès du Parti ouvrier indépendant vient de s'achever. Durant deux jours, nous avons débattu ensemble, délégués élus par les congrès départementaux du Parti ouvrier indépendant, membres du bureau national sortant et militants ouvriers, paysans et élus de toutes tendances qui, sans appartenir au Parti ouvrier indépendant, ont répondu à son invitation à débattre librement et fraternellement de la situation.

Dans les congrès départementaux, 243 militants ouvriers de toutes tendances, non membres du POI, ont participé à la discussion. Dans les assemblées des comités locaux, plusieurs centaines d'autres. Au total, plusieurs milliers de travailleurs et militants de toutes tendances ont, sous une forme ou sous une autre, été partie prenante de la préparation de ce congrès.

Comment écarter la menace qui pèse aujourd'hui sur les travailleurs, le peuple de ce pays et la démocratie ?

Adhérents du Parti ouvrier indépendant, nous partageons avec ces militants ouvriers et ces élus, qui n'appartiennent pas à notre parti, une volonté commune, répondre ensemble à la question qui a traversé tous nos congrès, toutes nos assemblées : comment écarter la menace qui pèse aujourd'hui sur les travailleurs, le peuple de ce pays et la démocratie ?

Point de départ de ces débats, une confiance commune dans la capacité des travailleurs à s'unir avec leurs organisations sur

leurs exigences les plus vitales et à faire reculer le gouvernement et la classe capitaliste. Ce qui pose l'indépendance du mouvement ouvrier comme la question centrale de toute la situation politique.

C'est un fait : après avoir fait ratifier le traité TSCG, le gouvernement Hollande-Ayrault a multiplié les mesures conformes aux exigences de l'Union européenne, c'est-à-dire du capital financier :

■ laissant faire, sans jamais s'y opposer, la destruction de centaines de milliers d'em-

plais dans tout le pays, allant même jusqu'à coorganiser les plans de licenciements avec les patrons Varin à PSA, Mittal à Arcelor, et dans d'autres entreprises ;

■ généralisant la précarité et la surexploitation par les emplois d'avenir excluant les jeunes du droit à un vrai travail, et par la transposition dans la loi de l'accord national interprofessionnel (ANI) signé par la CFDT et le MEDEF, rejeté par les confédérations FO et CGT, qui remet en cause le Code du travail ;

■ généralisant, à tous les niveaux, les politiques d'austérité, coupant par milliards d'euros dans les budgets des services publics ;

■ poursuivant l'œuvre de démantèlement de la République des gouvernements précédents par l'application de la réforme territoriale de 2010 de Sarkozy qui condamne les communes à l'intercommunalité forcée, et par l'adoption de la réforme Peillon qui démantèle l'école de la République ;

■ poursuivant la politique agricole commune (PAC) qui pousse les paysans à la ruine et à la disparition.

Comment est-il possible qu'un an après que Sarkozy a été chassé du pouvoir, Hollande et son gouvernement, qui promettaient de changer le cours des choses, poursuivent et aggravent une politique s'attaquant aux conquêtes les plus fondamentales du peuple ?

Les nombreuses interventions de délégués ont fait état des mouvements de résistance à cette politique : les manifestations d'élus contre l'intercommunalité forcée qu'on veut leur imposer et contre la disparition des communes ; les grèves massives d'enseignants contre le projet Peillon et le décret sur les rythmes scolaires ; l'échec cinglant du gouvernement et de tous les partisans de « l'Europe des régions » lors du référendum en Alsace visant à faire disparaître les départements et à régionaliser le Code du travail. Au-delà de ces faits connus, des dizaines et des dizaines de mouvements de lutte de classe sectoriels ou locaux, parfois en cours, ont été évoqués dans notre discussion de congrès.

Et pourtant, ce gouvernement et ce régime de la V^e République en crise, éclaboussés par les scandales, prétendent continuer.

Comment aider les travailleurs, les jeunes, la population à rassembler les conditions d'un combat uni pour bloquer cette politique qui conduit le pays au désastre ?

Les députés du Parti socialiste — y compris son « aile gauche », quelles que soient les critiques qu'elle adresse — finissent toujours par voter et apporter leur soutien au gouvernement. Quant au Front de gauche, ses critiques de la politique du gouvernement sont partagées par de très nombreux travailleurs, y compris par des délégués et invités de notre congrès. Mais force est de constater que dans le même temps où le Front de gauche critique haut et fort, ses sénateurs viennent, comme un seul homme, de voter en faveur de la loi Peillon, à contre-courant de la puissante mobilisation des enseignants, avec plusieurs de leurs syndicats, appuyés par des parents contre cette loi et notamment la réforme des rythmes scolaires. En outre, de nombreux délégués et invités de notre congrès ont fait le constat que dans nombre de régions, de départements et de communes, bien souvent avec le Parti socialiste, les élus du Front de gauche participent à la mise en œuvre — sous prétexte d'y être contraints par la « nécessité de réduire les déficits publics » — des politiques d'austérité exigées par Bruxelles.

Et pourtant, il faut le constater, le gouvernement a conscience que, dans une telle situation, ces appuis ne suffiront pas à interdire que s'exprime l'aspiration de l'immense majorité de la population à bloquer cette politique de misère, de chômage et de destruction.

C'est pourquoi il s'accroche à la seule arme qui lui permette d'espérer mettre en œuvre ses décisions. A savoir la tentative, directement inspirée des traités européens et du TSCG, de mettre en place un ordre corporatiste menaçant la démocratie. Pour tenter de faire passer coûte que coûte les plans de l'Union européenne et de la troïka FMI-Commission européenne-Banque centrale européenne, le gouvernement convoque les 20 et 21 juin la deuxième conférence sociale. A son ordre du jour, six tables rondes constituant un véritable programme de gouvernement. Parmi elles : une aggravation, après l'ANI, de la réforme du marché du travail, l'accompagnement de l'acte III de la décentralisation par l'offensive contre le statut des fonctionnaires, la mise en chantier d'une nouvelle contre-réforme des retraites.

Le IV^e Congrès du POI décide d'alerter les travailleurs, les militants, les démocrates

A peine ce calendrier connu, on a vu trois organisations syndicales, la CFDT, la CFTC, la CGC, présenter en commun avec le patronat (le Medef), ce 28 mai, un programme commun de 165 pages dans lequel organisations patronales et organisations syndicales proposent d'établir dans tous les domaines des « *constats partagés* », « *d'anticiper les transitions* » et « *d'établir un agenda économique portant sur des questions d'actualité ou structurelles en parallèle à l'agenda social du gouvernement* ». Chacun le comprend : c'est une tentative d'instaurer un ordre social corporatiste où les syndicats ouvriers intégrés à l'Etat avec l'organisation patronale co-organiseraient les plans de licenciements, la destruction des conquêtes ouvrières et la mise en forme de toutes les exigences dictées par le capital financier et l'Union européenne. La démocratie est en danger ! Car il n'y a pas de démocratie sans indépendance des organisations ouvrières. Pas plus qu'il n'y a de démocratie lorsqu'on contraint les communes à fusionner pour les dépouiller de toutes leurs prérogatives de souveraineté qui constituent encore les fondements de la République une et indivisible.

C'est un véritable forcing, ils veulent aller vite. Le calendrier est fixé. Le 21 juin, le président de la République, en personne, tirera les conclusions de la conférence sociale. Le 21 septembre, au plus tard, après une « concertation » durant tout l'été, il rendra public le projet de contre-réforme des retraites.

Devant cette échéance, le congrès du POI invite tous les comités du POI à s'engager sous toutes les formes dans la bataille politique centrale pour aider les travailleurs et les militants à mener les combats pour défaire cette offensive corporatiste, défendre l'indépendance des organisations ouvrières, fondement de la démocratie.

Il est clair que cette conférence sociale vise à remettre en cause l'indépendance des organisations syndicales. Les termes en sont faussés d'avance.

— Avec plus de flexibilité, moins de droits pour les salariés et la baisse du coût du travail, il y aurait création d'emplois ? Comme si toutes ces mesures déjà prises dans le passé n'avaient pas eu comme effet d'accroître le chômage, la misère et la précarité !

— Remettre en cause les retraites garantirait leur équilibre ? Comme si les contre-réformes successives de la Sécurité sociale et des retraites, prises au nom d'un prétendu déficit, avaient une autre origine que la spéculation, la destruction des emplois et le pillage du salaire différé de la classe ouvrière pour renflouer les capitalistes (exonérations). Comme si elles avaient un autre résultat que de précipiter de nouvelles crises ! L'offensive menée au nom de l'équilibre financier remet en cause les retraites.

Et cela, tout le monde le sait. C'est ce qu'ils voudraient faire entériner par les participants.

Il y a urgence à regrouper les forces qui veulent combattre la dictature de la troïka et à en finir avec les diktats de l'Union européenne

De cette discussion, les délégués de nos congrès, comme les invités, ont tiré une conclusion : il y a urgence à regrouper les forces qui veulent combattre la dictature de la troïka et à en finir avec les diktats de l'Union européenne, c'est-à-dire s'opposer à la politique du gouvernement Hollande-Ayrault et préserver l'indépendance des organisations syndicales. Face à l'ultimatum adressé par l'Union européenne, par Barroso lui-même au gouvernement français pour le sommer de boucler la contre-réforme des re-

traites avant la fin 2013, les travailleurs ne sauraient être dupes des déclarations de Hollande qui prétend résister tout en s'engageant à mettre en œuvre les contre-réformes. Quant au mouvement ouvrier, il ne saurait accepter de s'intégrer de quelque manière que ce soit à l'élaboration de cette contre-réforme. Bien au contraire ! Le combat pour la rupture avec l'Union européenne, c'est maintenant, tout de suite, le combat pour l'indépendance des organisations ouvrières, la mobilisation autour de la vieille revendication du mouve-

ment ouvrier : « Ne touchez pas à nos retraites, elles sont partie intégrante de notre salaire différé ! »

Le congrès ouvert du Parti ouvrier indépendant, procédant à une élaboration commune avec les invités, a décidé de s'adresser aux travailleurs et aux jeunes qui refusent la catastrophe dans laquelle le gouvernement soumis à la troïka veut les entraîner, à la suite des peuples grec, espagnol, et portugais... Le Parti ouvrier indépendant ne se considère pas comme détenteur d'une vérité révélée. Il entend aider au regroupement des forces de tous ceux qui veulent résister aux diktats de

la troïka, aider à ouvrir une issue conforme aux besoins du peuple travailleur.

Face à la catastrophe qui menace, le IV^e Congrès du Parti ouvrier indépendant réaffirme que le combat doit se mener pour la rupture avec l'Union européenne, pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, pour en finir avec les institutions antidémocratiques de la V^e République et de l'Union européenne, pour une Assemblée constituante souveraine à même de définir ce que doit être la démocratie et de mettre en place un gouvernement de rupture au service de la classe ouvrière.

Pour la préservation de l'indépendance du mouvement ouvrier

Le premier pas dans cette direction, c'est le combat politique pour la préservation de l'indépendance du mouvement ouvrier, contre l'ordre corporatiste qui se profile sous l'impulsion du gouvernement. Cela afin d'ouvrir la voie aux combats de classe pour bloquer les plans du gouvernement et imposer les mesures d'urgence qu'appelle la situation : l'abrogation de la loi de transposition de l'ANI et de la loi Peillon, l'interdiction des licenciements et la garantie d'un vrai travail et d'un vrai salaire couverts par les garanties collectives pour l'ensemble des jeunes, le retrait de l'acte III de la décentralisation, le retour à la liberté pour toutes les communes de s'associer et se dissocier librement, le combat contre les privatisations et pour la renationalisation des secteurs clés de l'industrie et des services publics. Et bien sûr : aucune atteinte à la Sécurité sociale, aucune atteinte aux retraites, aucune mesure remettant en cause le régime général, les régimes

particuliers, le niveau des pensions, la durée de cotisation, l'âge légal de départ en retraite !

Les délégués du IV^e Congrès ouvert du Parti ouvrier indépendant, en accord avec les camarades invités, décident de poursuivre cette discussion, en invitant largement travailleurs et militants de toutes tendances à y contribuer chaque semaine dans les colonnes d'*Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte de classe et en les invitant à organiser ensemble une large série de réunions publiques dans les prochaines semaines dans toute la France. Le congrès décide d'organiser à la rentrée, à Paris, un meeting central de défense de la classe ouvrière et de la jeunesse pour en finir avec la politique de chômage, de misère et de précarité du gouvernement Hollande-Ayrault, pour en finir avec la dictature de la troïka avec ses plans, pour la rupture avec l'Union européenne.

Chaque semaine, lisez Informations Ouvrières, abonnez-vous !

POI

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant ☐ *Je souhaite adhérer* ☐

Nom, prénom : Adresse :

..... Code postal : E-mail :

Envoyez à retourner au Parti ouvrier indépendant, 27, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.